

LE JOUR, 1954
02 SEPTEMBRE 1954

INVITATIONS AU VOYAGE

Le Président de la République Turque visitera la Jordanie dans le premier semestre de l'an prochain. C'est l'occasion qu'il rende la visite que fit à son prédécesseur, il y a quelques années, le Président de la République Libanaise ; et nous devrions l'en prier.

Une invitation libanaise au Président Gelal Bayar nous paraît plus opportune que la réunion au Liban des souverains et chefs d'Etat arabes à quoi s'emploie en ce moment un peu futilement notre diplomatie. Ne voit-on pas combien les circonstances sont peu favorables à une telle entreprise ?

D'Egypte, est-ce le général Néguib qui viendrait ? On sait dans quelle solitude il se tient. De Syrie, est-ce le président Atassi qui ferait le voyage ? On connaît ses difficultés.

L'Irak renoncerait-il d'abord à ses projets sur la Syrie ou la Syrie demanderait-elle qu'il y renonce ?

A quoi sert de jeter sur des problèmes connus un voile pudique quand on sait qu'on ne les résoudra pas ? Et à quel rôle ingrat destine-t-on le Liban alors qu'on lui fait faire depuis des mois une politique absurde ?

Il y a une part de légèreté et une part de témérité dans tout cela. Que cherchons-nous enfin et où voulons-nous en venir ? Depuis quelque temps nous allons d'une erreur à l'autre et d'une abdication à l'autre. Sous prétexte de faire de la grande politique, nous nous égarons sur des voies sans horizon. Et l'essentiel, nous ne le voyons plus.

Maintenant que l'Egypte et la Turquie se rapprochent, il y aurait un beau travail libanais à faire au Caire. Mais, au Caire, la pauvreté de notre représentation diplomatique éclate. C'est autour du Caire pourtant qu'une politique libanaise et arabe, méditerranéenne en tout cas, devrait pivoter. **Voici Le Caire sur le chemin d'Ankara et d'Athènes. Ce chemin passe naturellement par Beyrouth et Damas. N'essaierons-nous pas d'écarter de nous le risque croissant de nous noyer dans la mer des Indes ?**

Ainsi les points d'interrogation se pressent ; ainsi les questions se multiplient ; mais rarement avons-nous eu une conception aussi trouble et confuse du présent et de l'avenir libanais.

Autant notre politique intérieure nous paraît lente et insuffisante, autant notre politique étrangère nous inquiète. Le Liban fait de la mégalomanie politique. On admettrait la mégalomanie si la politique "libanaise" n'en était pas absente.

La politique de notre destin, quand la reprendrons-nous enfin ?